

## Conférence

# La guerre yougoslave

*J'ai donné une quinzaine de conférences sur ce thème, la plupart entre 1995 et 2000, juste après les accords de Dayton marquant la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Je modifiais mon propos, d'une conférence à l'autre, pour tenir compte de l'évolution de la question yougoslave.*

*Ce texte est une synthèse de ces conférences, d'une durée de quarante cinq minutes environ, avant le temps des questions.*

Mesdames, messieurs, chers amis,

On m'a demandé de m'exprimer sur ce thème en raison de la connaissance concrète que je puis avoir de cette guerre, de ses causes et de ses conséquences. Je dois dire d'où je tiens cette expérience.

Lorsque je commandais la 1<sup>o</sup> armée, la guerre yougoslave commençait, en 1991. Le chef d'état-major des armées (CEMA) m'avait donné mission de suivre de près le déroulement de ce conflit et, plus particulièrement, de contribuer à la préparation opérationnelle des bataillons que la France a successivement engagés sur ce théâtre sous le commandement de la Force de protection des Nations-Unies (Forpronu). Pour cela, j'ai constitué dans mon état-major une équipe dédiée à ce conflit. Au départ de chaque bataillon, j'allais dire aux cadres rassemblés quelle était ma vision de cette guerre, quelles difficultés ils allaient rencontrer, quelle attitude il fallait avoir avec les belligérants et avec les populations. Au retour de ces bataillons, nous tirions les enseignements de leur séjour de quatre mois, pour en faire bénéficier les bataillons suivants. Entre octobre 1992 et juin 1993, j'ai effectué en outre cinq missions en Bosnie et en Croatie, chacune d'une semaine environ. Je rendais visite aux bataillons, je rencontrais les autorités onusiennes, je parlais avec les habitants rencontrés.

Le plus difficile était pour moi d'accompagner le ministre et le CEMA pour accueillir à Marseille les cercueils de nos soldats tués dans l'accomplissement de leur mission.

Désigné pour prendre le commandement de la Forpronu le 1<sup>o</sup> juillet 1993, je deviens un « général onusien », à la tête d'une force hétéroclite de 25 000 hommes environ, qui atteindra presque 40 000 lors de mon départ.

Rappelé le 15 mars 1994 par mon gouvernement sur demande du Secrétaire général de l'ONU, en raison de divergences majeures, que j'eus avec celui-ci, j'ai démissionné peu après, tout en suivant de près ce conflit dans lequel j'étais directement impliqué depuis trois ans.

En retraite, j'ai effectué deux missions en Bosnie-Herzégovine, en 1996 et 1998, commanditées par la Direction des affaires stratégiques (DAS). J'ai rédigé des rapports à l'issue de ces missions, décrivant l'évolution de la situation militaire, politique, humanitaire, telle que je l'avais observée sur le terrain.

De ces rapports, j'ai tiré un livre *Demain la Bosnie* publié aux Editions l'Harmattan en 1998. En 2010, j'ai publié aux Editions L'esprit du livre, *Dans l'œil du cyclone*, synthèse de mes neuf mois de commandement de la Forpronu. Pour cet ouvrage, je me suis appuyé sur mon *Journal de marche* tenu presque au jour le jour, pendant toute la durée de ma mission. J'exprime dans ce texte un jugement souvent sévère sur la direction de l'ONU et sur la capacité opérationnelle de trop de bataillons engagés. Je dis aussi l'ambiguïté de la diplomatie internationale pendant toute la durée de ce conflit. Je dis enfin la duplicité des belligérants, à commencer par celle des Serbes, et la misère des populations jetées dans une guerre civile qui n'était pas la leur.

Voilà donc pourquoi, mesdames, messieurs, chers amis, je puis avoir quelque légitimité à vous parler de la guerre yougoslave.

### **Mon plan**

- Les populations,
- Les belligérants,
- Les acteurs extérieurs,
- La force de protection des Nations-Unies (Forpronu).

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, quelques repères historiques.

Les Balkans du sud sont depuis l'antiquité un extraordinaire carrefour de civilisations et de confrontations.

- Marc Aurèle, empereur romain (121 – 181) fait campagne dans la Croatie d'aujourd'hui contre « les barbares » du nord, les Daces, qui ne sont barbares que parce qu'ils ne sont pas Romains !
- Rome et Byzance (Constantinople) s'opposent au plan religieux, jusqu'au grand schisme de 1054.
- Les Ottomans, peuple turcophone, assaillent Byzance, qui tombe en 1453.
- L'empire ottoman et l'empire austro-hongrois s'opposent pendant des siècles. Le siège de Vienne par les Turcs en 1683 est un échec. Début du reflux turc.
- La première guerre mondiale trouve son origine à Sarajevo, avec l'assassinat de l'archiduc d'Autriche. A l'issue de cette guerre, création de la première Yougoslavie.
- Deuxième guerre mondiale. Tito, chef communiste charismatique, mène une guerre héroïque contre les Allemands et contre les Croates, leurs alliés. Après la victoire, il parvient à cicatriser les blessures internes de la deuxième Yougoslavie.
- Après sa mort, en 1980, s'ouvrent des lézardes dans l'édifice de la Fédération des six Républiques yougoslaves dont certaines (Slovénie-Croatie) exigent plus d'autonomie et d'autres (Serbie) tiennent pour l'unité fédérale.
- La guerre civile yougoslave commence en 1991 en Slovénie. Elle gagne la Croatie puis la Bosnie-Herzégovine.

## 1 – Les populations

Depuis toujours, les Balkans du sud sont donc une terre de violence. La poudrière des Balkans a-t-on dit. Violence dans laquelle les peuples d'origine, tous slaves, se sont identifiés à leurs envahisseurs, dans le sac et le razzia des guerres. Ainsi, les Croates sont catholiques comme les Autrichiens, les Serbes sont orthodoxes comme les Russes et les musulmans de Bosnie-Herzégovine sont... musulmans comme les Turcs. Les trois communautés ont gardé la même langue, le serbo-croate. L'importance de la religion avait été considérablement réduite sous Tito. Les nationalistes de tous bords l'ont « réactivée ». J'ose croire que les trois communautés serbe, croate et musulmane de Bosnie sauront, sur la durée, transcender l'horreur de leur « histoire immédiate », comme l'ont fait les Allemands et les Français. Churchill a dit des peuples yougoslaves qu'« ils ont plus d'histoire qu'ils n'en peuvent supporter ». Je crois comme lui que les peuples ne vivent pas d'histoire mais de pain, d'amour et (si possible) de fantaisie, pour reprendre le titre d'un beau film de Luigi Comencini.

Dans la suite de mon propos, des six républiques constitutives de l'ex-Yougoslavie, je n'évoquerai que les deux qui ont été concernées par le conflit : la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. En effet, l'agression serbe en Slovénie s'est éteinte en quelques jours et la Serbie, soutien des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine n'a été impliquée dans le conflit, qu'en 1999, au Kosovo. La Macédoine et le Montenegro n'ont pas été impliqués dans la guerre.

La carte jointe de l'ex-Yougoslavie indique les populations des six républiques au recensement de 1991, ainsi que la répartition des « nationalités », dont la « musulmane », terme retenu faute de mieux dans la Yougoslavie de Tito. Lors de ce recensement, un petit pourcentage, variable selon les républiques, figure sous le terme « Yougoslave ». Ce sont des gens qui, fédéralistes assumés, ont refusé, comme ils en avaient le droit, d'être incorporés dans une « nationalité ».

Si dans cinq des six républiques, une nationalité est dominante, c'est en Bosnie-Herzégovine que l'imbrication des nationalités est la plus grande, comme le montre la deuxième carte en couleur, jointe, sur laquelle on va s'arrêter un instant. Elle indique la répartition des nationalités par commune. Si la couleur – bleu, vert, jaune – indique la nationalité majoritaire, cette majorité peut être très relative si l'on compte les petits carrés d'une autre couleur, chacun représentant 10% d'une autre nationalité.

Ainsi, en Bosnie centrale par exemple, on voit que telle commune de couleur verte compte 40% de musulmans mais 35% de Croates et 25% de Serbes. J'ajoute, pour l'avoir souvent constaté sur le terrain, que, dans chaque commune, chacune de ces nationalités n'est pas cantonnée sur un territoire spécifique mais est souvent imbriquée aux autres. Ainsi, dans une même localité, on trouve souvent, à vue l'une de l'autre, une église catholique, une église orthodoxe, une mosquée.

J'insiste sur cet aspect du peuplement de la Bosnie-Herzégovine pour montrer que ces termes de nationalité et de communauté sont trompeurs par ce qu'ils laissent supposer des séparations géographiques qui n'existent pas.

Je voudrais donner un exemple de cette porosité entre les « nationalités ». Lors de mes missions en 1996 et 1998, j'ai rencontré les deux fois le même homme, Majo, c'est son prénom. Il est mineur en retraite, musulman. Il habite à Varès, en Bosnie centrale, bourg où les nationalités étaient très imbriquées. Je lui demande quelles étaient les relations entre elles avant la guerre. Réponse : « Je suis marié avec une musulmane, mon frère avec une Serbe et mon autre frère avec une Croate. Alors, comment se haïr ? »

Le cas de Sarajevo, capitale de la Bosnie est emblématique. Avant la guerre, dans les dix communes du grand Sarajevo, les musulmans étaient majoritaires avec 50%, les Serbes étaient 30%, les Croates 6,5% et les Yougoslaves plus de 10% - ceux, je l'ai dit, qui avaient refusé d'être assimilés à une nationalité lors du recensement de 1991. A Sarajevo, les mariages mixtes étaient très nombreux et l'harmonie était totale entre les communautés. En 1998, je m'étais entretenu avec des étudiants. L'un d'eux m'avait dit : « A la faculté, personne n'aurait eu l'idée de demander à son voisin d'amphi s'il était Serbe, Croate ou musulman ». Je me suis un peu étendu sur la composition démographique de la Bosnie pour montrer que – contrairement à ce qui est souvent avancé, y compris par des historiens « spécialistes » des Balkans – il n'y avait pas de haine historique entre les communautés. Ce sont de mauvais bergers, intellectuels, politiques, militaires, qui ont semé de la haine là où il n'y en avait pas et qui ont sauté à pieds joints du communisme rassembleur de Tito au nationalisme extrême, en instrumentalisant l'histoire et la religion

## **2 – Les belligérants**

Pour comprendre les caractéristiques de cette guerre civile, il est utile de faire un bref retour sur la Yougoslavie de Tito. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'armée était composée d'un corps de bataille fédéral, bien équipé, riche en blindés et en artillerie, qui aurait été engagé de manière centralisée, et une armée territoriale rustique, décentralisée au niveau des six Républiques. Au début de la guerre, les cadres et les appelés croates et musulmans désertent en grand nombre l'armée fédérale et viennent grossir les rangs des armées naissantes de la Croatie et de la Bosnie, constituées à partir des structures et des moyens de l'armée territoriale. L'équipement de ces armées croate et bosniaque fut presque jusqu'à la fin très léger, voire rudimentaire. En revanche, l'armée serbe de Bosnie – qui ne conservait le qualificatif de « fédéral » que par abus de langage – avait des unités aux effectifs fortement amputés par les désertions mais disposait d'un armement lourd impressionnant et d'une énorme quantité de munitions.

Cette dissymétrie originelle entre les camps serbe d'un côté, croate et bosniaque de l'autre explique que les tactiques étaient très différentes, les Serbes donnant la priorité au feu de leurs chars et de leurs canons, les Croates et les musulmans menant une guerre d'infanterie décentralisée. Ceci explique, sans l'excuser, l'emploi massif de chars et d'artillerie fait par les Serbes, dont les civils furent les premières victimes, à Vukovar, à Dubrovnik, à Sarajevo et ailleurs.

Quelques chiffres pour donner un ordre de grandeur : au 1<sup>o</sup> juillet 1993, lors de ma prise de commandement, les forces serbes comptaient environ 100 000 hommes, la moitié en Bosnie et la moitié en Croatie, avec 1 500 chars et autant de canons. Les forces croates, en Croatie et en Bosnie comptaient au total environ 90 000 hommes, moins de 200 blindés et 300 pièces d'artillerie. Les forces musulmanes en Bosnie disposaient sans doute d'autant d'hommes mais manquaient d'armement lourd. Par exemple, on savait que lors des relèves sur les collines autour de Sarajevo, le soldat bosniaque, descendant du front pour se reposer chez lui, donnait son fusil à celui qui le relevait, avant de le reprendre deux ou trois jours après.

Les fronts évoluèrent peu jusqu'à l'offensive combinée des Croates et des Bosniaques, en 1995, qui rejeta les Serbes de Croatie et conquit une vaste zone en Bosnie occidentale. Après l'obus serbe meurtrier du 28 août 1995 à Sarajevo, les raids aériens de l'Otan et l'action de la force de réaction rapide (FRR/franco-britannique), imposèrent aux Serbes le cessez-le-feu du 12 octobre 1995, précédant les accords de Dayton du 21 novembre 1995. Par ces accords, la Bosnie était partagée à égalité entre une Fédération croato-bosniaque

problématique et une République serbe de Bosnie, ces deux entités coiffées par un gouvernement fédéral compliqué.

En résumé, l'obsession de Milosevic à Belgrade et de Tudjman à Zagreb, de rattacher à leur pays respectif les morceaux « épurés » de la Bosnie ne s'est pas concrétisée. Il reste que les accords de Dayton ont donné une caution internationale au partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine obtenu de force, par les Serbes et les Croates, au détriment des Bosniaques musulmans. Circonstance aggravante : le gouvernement actuel (2023) de la République serbe de Bosnie menace de sortir de la Fédération... avant de rejoindre la Serbie.

### **3 – Les acteurs extérieurs**

Si la communauté internationale n'est pas responsable de la guerre yougoslave, ses tergiversations, ses démissions et ses lâchetés l'ont empêché de « tuer cette guerre dans l'œuf », comme elle le pouvait.

#### **a – Les Etats**

- L'Union européenne (UE), occupée par l'élaboration du traité de Maastricht, n'a rien vu venir. En septembre 1991, Vukovar et Dubrovnik, en Croatie, sont assiégées par les Serbes. Commandant de la 1<sup>o</sup> armée, je reçus mission d'organiser un séminaire regroupant des militaires des principaux pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Objectif : dégager les grandes lignes d'un engagement européen en Croatie pour imposer l'arrêt des combats. Nous avons établi qu'une force européenne de cinq mille hommes et cinquante avions pouvaient obtenir ce résultat. Le Royaume-Uni, ainsi que les Pays-Bas et le Portugal, rejetèrent ce plan, arguant que l'Otan était plus apte à assumer une telle mission.

L'Europe passait alors la main à une ONU réticente, tout en continuant à être largement majoritaire au sein de la Forpronu. Les bataillons engagés ont payé très cher en pertes humaines, le prix de l'impuissance politique de l'Europe.

- La Russie est présente sur le terrain, avec un bataillon. C'est le grand frère slave et orthodoxe de la Serbie. La qualité de sa diplomatie n'est hélas que le cache-sexe de son chaos politique.

- Les Etats-Unis sont là sans y être. Pas de soldat au sol, si ce n'est un tout petit bataillon en Macédoine où il ne se passe rien. En l'air, en revanche, des nuées d'avions qui font de la figuration, sans aucun risque.

Dans l'ordre diplomatique, ils n'ont cessé de « mettre de l'huile sur le feu », poussant les Bosniaques musulmans à l'intransigeance lors de l'élaboration des plans de paix successifs. Ils prendront la main en mars 1994, imposant une Fédération croato-bosniaque qui conduira - comme je l'ai dit – à une offensive décisive contre les Serbes.

Je ne fais pas ici le procès des Etats-Unis mais le constat de leur comportement. Ils n'avaient pas d'intérêts dans cette guerre de tribus, sinon celui d'assurer la survie de l'Otan, qu'ils dominent ; survie problématique après l'implosion de l'URSS et du pacte de Varsovie ; survie qui leur permet de conserver un cheval de Troie en Europe. J'ajoute (en 2023) qu'on fera plus tard le même constat à propos de la guerre en Ukraine.

#### **b – L'organisation des Nations-Unies (ONU)**

La guerre yougoslave fut pour elle l'occasion manquée d'une reconversion profonde après la guerre froide. Pendant cette longue période, dans toutes les crises mondiales, du Sinaï

au Cambodge, elle n'eut qu'une action marginale, dans les interstices que voulaient bien lui laisser les deux Grands. Elle n'était engagée que là où des cessez-le-feu étaient signés et des accords de paix enclenchés. Elle y a acquis une expérience biaisée, contraire à la lettre et à l'esprit de sa charte, qu'il s'agisse de son concept opérationnel, de ses structures, de ses méthodes, de sa mentalité.

La fin de la guerre froide pouvait et devait conduire l'ONU à un *risorgimento*. Sous son égide, la première guerre d'Irak (1993) devait marquer le début d'un ordre nouveau. Le Conseil de sécurité (CS), libéré des vetos de l'URSS, se voit en autorité discrétionnaire. Le Secrétaire général de l'ONU diffuse en juillet 1992 un « agenda » très volontariste.

Hélas ! Sur le terrain, se multiplient les conflits intraétatiques dans lesquels l'ONU est engagée sans cessez-le-feu ni accords de paix, comme elle en avait jusqu'ici l'habitude. Elle entre dans le pot au noir d'orages de plus en plus nombreux, de plus en plus dangereux, de plus en plus coûteux, comme en Somalie, au Rwanda, en ex-Yougoslavie. Le Conseil de sécurité produit à flux continu des résolutions vigoureuses alors que le Secrétaire général de l'ONU et son état-major restent littéralement inhibés par la religion du consensus. Elle ne s'engage que si tous les belligérants ont donné leur accord. Elle se tient à une stricte neutralité entre ceux-ci. Elle ne se résout à utiliser la force que pour la stricte légitime défense de ses unités. Circonstance aggravante : elle ne dispose que de forces – les bataillons – que les Etats veulent bien lui donner et dont la capacité opérationnelle et la détermination sont trop souvent très médiocres.

Presque trente ans après la guerre yougoslave, on en est toujours là. Il en ira de même tant que l'ONU ne se donnera pas la force de son droit, c'est-à-dire une capacité militaire permanente de réaction immédiate, réduite – pour commencer – au volume d'une brigade, mais de haute valeur opérationnelle. C'est l'idée que je développe dans une conférence spécifique sur l'ONU. Encore faudrait-il que l'ONU elle-même y soit disposée, ce qui implique qu'elle abandonne sa religion du pacifisme et de la neutralité intégrales

c – La Forpronu. 22 000hommes au 1° juillet1993 (voir carte), presque le double le 15 mars 1994

Je vais brièvement concrétiser ces généralités sur les contingents de l'ONU par des cas particuliers de la Forpronu que j'ai commandée pendant neuf mois.

Sur la quarantaine de bataillons de cette force, je pouvais compter sur une petite dizaine que je pouvais engager là où il le fallait parce qu'ils avaient la capacité opérationnelle et la motivation de le faire : les quatre bataillons français, les deux bataillons canadiens, le bataillon belge, le bataillon britannique.

Les bataillons nordiques, mixage de Danois, de Suédois, de Norvégiens, de Finlandais avaient belle allure mais leur engagement était soumis à l'approbation très restrictive, au cas par cas, de leurs gouvernements respectifs. L'exemple le plus emblématique fut le refus des gouvernements nordiques d'engager un bataillon à Srebrenica, en 1993, en relève d'un bataillon canadien.

Je vais tenter d'être charitable à l'égard des autres bataillons. Ceux qui venaient de très loin – d'Argentine, de Jordanie, du Népal – ne manquaient pas toujours de bonne volonté mais se demandaient ce qu'ils faisaient là.

D'autres enfin, comme le bataillon russe, le bataillon ukrainien, le bataillon kenyan, savaient - eux - qu'ils étaient là parce que l'ONU les payait, ce qui dispensait leurs gouvernements de le faire. Générosité onusienne qui n'interdisait pas leurs cadres de se livrer à des trafics divers, comme la contrebande de voitures pour les Russes ou la vente aux Serbes

de l'essence de l'ONU pour les Kenyans. J'ai plusieurs fois demandé au siège de l'ONU à New-York de ne pas accepter des contributions aussi problématiques qui, au mieux, ne servaient à rien, au pire, salissaient l'honneur de la Forpronu. Réponse définitive : impossible diplomatiquement, politiquement, de refuser des contributions, d'où qu'elles viennent.

Aujourd'hui (2023), les armées occidentales, riches, motivées, équipées, entraînées ont cessé à peu près complètement de fournir des contingents à l'ONU. On peut facilement comprendre les mauvais résultats obtenus sur le terrain par les forces onusiennes actuelles en République démocratique du Congo, au Mali, en Centrafrique et ailleurs.

#### **d – L'Otan**

J'ai brièvement évoqué plus haut l'importance de l'Otan comme vecteur de l'influence politique, économique et militaire des Etats-Unis en Europe. J'y reviens un peu plus en détail. Pendant toute la guerre yougoslave, l'Otan a fait des ronds dans l'eau de la mer adriatique et des ronds dans l'air yougoslave, sans que les Etats-Unis ne mettent un seul soldat au sol là où il aurait pu se faire tuer. Doctrine du zéro mort oblige.

Or, depuis le début de l'année 1993, la mise sur pied d'une force interarmées était planifiée à Naples, à l'état-major d'AFsouth, commandement Sud-Europe de l'Otan. Sa composante terrestre était de 60 000 hommes dont 10 000 Français. J'eus été le commandant de cette force, sous les ordres de l'amiral américain Boorda. Elle fut effectivement engagée au début de 1996, après la signature des accords de Dayton, en substitution de la Forpronu, pour assurer l'application de ces accords. La fin des combats, c'était la condition imposée par les Etats-Unis pour l'engagement de cette force.

Ainsi, comme dans une tragédie ratée, il y eut une malencontreuse inversion dans l'entrée en scène des acteurs. Engagée en 1993, cette force otanienne aurait sans grandes difficultés imposé la paix et aurait « passé la main » à l'ONU pour l'application des accords, or, entrée en scène la première, l'ONU n'avait ni le mandat ni les moyens d'imposer la paix.

#### **e – La diplomatie internationale**

Les diplomates internationaux se dépensèrent sans compter pendant toute la guerre yougoslave, à New-York, à Genève, à Bruxelles, à Vienne. Les « plans de paix » se sont succédés à un rythme soutenu, sans qu'il me soit possible d'entrer dans leur détail. Quelques repères :

-Le plan Vance-Owen de mai 1993, dit des « 10 provinces » pour la Bosnie.

-Le plan Stoltenberg-Owen, dit des « 3 entités », toujours pour la Bosnie.

-Le plan Hoolbrouck, l'américain, validé par les accords de Dayton.

Pendant trois ans, ce fut une diplomatie « au fil de l'eau » s'alignant sur les rapports de force et les lignes de confrontation du moment, pour dessiner les cartes de partage successives. Un comble : cette diplomatie fut belligène. Elle fit durer la guerre au lieu de l'éteindre. Pourquoi ? Parce que chaque parti, serbe, croate, bosniaque musulman dans une moindre mesure, relançait son effort militaire pour défendre le bout de terrain que le dernier plan de partage en préparation, voulait lui enlever ou pour conquérir celui qu'il considérait comme vital et que ce même plan ne lui donnait pas.

Quel enseignement ? En toute guerre, il y a le temps de la guerre puis le temps de la paix. Ici, en ex-Yougoslavie il eut fallu que le soldat international de l'Otan impose d'abord l'arrêt des combats et que le diplomate international bâtisse la paix ensuite.

J'entends l'objection : vous nous dites que la Forpronu était incapable d'imposer l'arrêt des combats et que, d'autre part, l'Otan sous contrôle américain refusait de le faire. Alors, que faire d'autre que ce qui fut fait et mal fait ?

Ma réponse, je le reconnais, ne vaut que pour l'avenir. Une Europe politique accomplie, dotée d'une armée européenne, gage de son indépendance stratégique, aurait dès 1993 tué dans l'œuf la guerre yougoslave. Pourquoi ? Parce que c'eut été pour elle une évidence : les Balkans du Sud devant la rejoindre au plus tôt, elle avait l'obligation d'y faire cesser le chaos. Pour les Etats-Unis en revanche, l'ex-Yougoslavie était une terre lointaine, très éloignée de leurs intérêts majeurs. Il ne faut pas leur en faire le procès.

Faisons l'Europe politique, faisons l'armée européenne – qui n'est rien d'autre que l'Otan sans les Etats-Unis. Nous pourrions alors assumer notre destin, en cessant de le faire dépendre d'autrui.

J'ajoute, en 2023, longtemps après ma dernière conférence sur ce sujet : n'y a-t-il pas quelque analogie entre l'ex-Yougoslavie de 1993 et l'Ukraine de 2022, s'agissant des rôles respectifs de l'Europe et des Etats-Unis ?

#### **f – Les accords de Dayton**

Après l'assassinat de 8 000 Bosniaques par les Serbes de Mladic en juillet 1995 à Srebrenica ; après de nouveaux massacres de civils à Sarajevo, par les canons serbes ; après l'offensive victorieuse bosno-croate contre les Serbes de Bosnie centrale ; après l'engagement coordonné, autour de Sarajevo, d'une petite brigade franco-britannique et des frappes aériennes de l'Otan, les Serbes durent signer un cessez-le-feu général.

Les accords de Dayton, négociés aux Etats-Unis et signé à Paris en décembre 1995 par les belligérants, ne concernent que la Bosnie-Herzégovine puisque l'armée croate avait auparavant reconquis toutes les zones tenues par les Serbes dissidents de Croatie.

Dayton, c'est 133 pages plus onze annexes et une carte. Je n'en fais ici qu'un résumé succinct.

Dayton, c'est un accord de paix surréaliste instaurant :

-un découpage au bistouri de la carte de la Bosnie, les lignes de séparation entre la « Fédération bosno-croate » et la « République serbe de Bosnie » étant à peu près celles des lignes de confrontation au jour du cessez-le-feu : 51% du territoire aux Bosno-croates, 49% aux Serbes. ( Voir cartouches en dessous de la carte « L'impossible partage »)

-une constitution improbable avec un gouvernement central, dirigé, alternativement, par un Serbe, un Croate, un Bosniaque, dont le pouvoir se limite aux affaires étrangères, à la monnaie, au commerce extérieur.

-deux « entités », serbe et croato-bosniaque, qui gèrent tout le reste, dont la sécurité intérieure et la Défense.

La négociation fut menée « à la cravache » par les Etats-Unis, sans considération pour les Européens qui n'y ont fait que de la figuration. Pour les Etats-Unis il fallait clore le chapitre yougoslave à tout prix et passer à autre chose, même au prix de l'épuration ethnique du pays. Bilan : environ 300 000 morts et 3 à 4 millions de réfugiés et de déplacés, dont seulement une minorité a pu retrouver ses racines.



## Que conclure, en 2023 ?

Les élections successives depuis 1996, centrales et régionales, ont reconduit dans les deux camps des gouvernements nationalistes avec, en tête, celui de la « République serbe », qui menace périodiquement de s'affranchir des accords de Dayton... et de rejoindre la Serbie, réalisant ainsi, trente après, le rêve de Milosevic : la grande Serbie.

Partout et toujours, la corruption généralisée et le marasme économique qui désespèrent la jeunesse et ne lui donnent que l'exil comme perspective.

Deux raisons d'espérance :

-Le souhait du gouvernement bosniaque d'entrer au plus tôt dans l'Union européenne (UE) comme l'on fait avec succès la Slovénie et la Croatie, cette intégration implique de grandes réformes pour respecter les normes européennes.

- L'émergence d'une volonté croissante chez les jeunes et dans les villes, en particulier à Sarajevo, de se libérer du poison des nationalismes instrumentalisant les religions.

En 1998, j'avais rencontré à Paris le général Delic qui commandait les forces bosniaques pendant la guerre et avec lequel j'eus de bonnes relations pendant mon commandement de la Forpronu. Je lui avais demandé ce qu'il pensait de la viabilité sur la durée d'une construction aussi surréaliste que celle résultant des accords de Dayton. Il m'avait dit être sûr que la géographie, l'économie, la sagesse des peuples conduiraient à une évolution favorable de la Bosnie-Herzégovine vers ce qui serait une « petite Yougoslavie » à la Tito, guérie des nationalismes et des fanatismes religieux.

La réalisation de cette prédiction n'est pas pour demain. Je souhaite vivement que Delic ait raison.

Post-scriptum. Ma conférence portant sur la guerre de 1992 à 1995, je n'y évoque pas la dernière guerre balkanique de 1999 qui a abouti à la sécession du Kosovo, province de la Serbie. Comme pour la Bosnie, il y aurait beaucoup à dire sur l'action des Etats-Unis et de l'Otan dans ce dernier soubresaut des Balkans du Sud.

